

## **Subventionner des lobbies communautaristes ? Des alternatives existent.**

Il y a peu d'années, la Faculté de théologie, associée à l'évêché et au parti conservateur, régnait sur la société fribourgeoise. C'était l'âge d'or des vraies valeurs : les enfants allaient à la messe en colonne par deux sous la conduite du régent, et les femmes savaient rester à leur place.

La société a évolué en prenant ses distances par rapport aux religions. Les citoyens ne militent plus tous pour une vérité religieuse. Nous avons enfin commencé à suivre le message apporté par le siècle des Lumières.

Mais les croyants persistent : pour résoudre les problèmes de la société, il faut que l'État renforce le rôle des communautés religieuses : une Faculté de théologie plus forte, plus d'idéologues religieux, plus d'imams, et ainsi de suite.

Le danger : des jeunes se radicalisent sur internet. Le remède : créer, au sein de la Faculté de théologie catholique, un « *Centre suisse Islam et société* » alimenté en partie par des fonds publics. Il n'y a aucun rapport, à moins qu'il s'agisse d'occulter l'excès de religion par plus de religion. Pour la Faculté de théologie, c'est surtout une bonne opportunité de s'agrandir en captant des subsides fédéraux. Le parti démocrate chrétien a habilement manœuvré.

Après avoir justifié la main mise du Vatican jusque dans les chambres à coucher des catholiques, les théologiens prêchent aujourd'hui la coalition des croyants de tous bords, mais bien pensants et subventionnés. « *Croyants de tous les pays, unissez-vous !* » Une alliance contre qui ? On ne nous le dit pas, mais les homosexuels, les agnostiques et les athées ne se sentent pas partie prenante. Seraient-ils de moins bons citoyens que les autres ? Pourquoi l'État tient-il tant à placer tous les citoyens dans des casiers étiquetés : catholiques, protestants, musulmans, etc ? D'autres attitudes sont pourtant sans problème et plus favorables à la paix civile, par exemple rester dans l'ambiguïté, refuser de s'engager sous un drapeau, se déclarer indifférent ou « sans religion ». Mais, à contresens de l'intérêt public, la majorité des politiciens distribue des privilèges et proclame « La foi, c'est bien. Certaines croyances religieuses, dans leurs formes non extrémistes, doivent être soutenues ». Ainsi, quelques concessions sont accordées aux autres communautés religieuses afin que les catholiques puissent continuer de bénéficier d'avantages traditionnels.

La Faculté de théologie de l'Université de Fribourg a été instituée en un temps où le catholicisme était religion d'État. Ce fondement est aujourd'hui caduc. Si tous les privilèges acquis devaient être pérennes, nous en serions encore à la royauté de droit divin. Que cesse le détournement de l'État au profit de communautés religieuses ! L'État n'a pas à partager la vision militante des croyants de tout poil et doit rester neutre en matière religieuse. Cela implique une séparation complète de l'Église et de l'État. Pour ne pas favoriser l'emprise des religions sur la société, il faut mettre en place des conditions cadres qui n'avantagent pas le communautarisme. L'État évite d'encourager, de soutenir ou d'officialiser certaines communautés religieuses, de distribuer privilèges et financements. Ainsi, la Faculté de théologie, et avec elle le *Centre suisse Islam et société*, devraient être des fondations privées, complètement en dehors de l'État et sans apport de fonds publics. Le soutien à diverses communautés religieuses fragmente la société et amplifie les sources de conflits. Il vaut mieux appliquer une politique de distanciation qui se nomme laïcité. Naturellement, l'université doit conserver un Département de Sciences religieuses, libéré de toute affiliation confessionnelle, c'est-à-dire complètement laïque.

L'Université a un rôle important à jouer dans les questions religieuses, mais surtout à propos du respect de la démocratie et des droits humains. Or, l'Église catholique a d'abord condamné la liberté religieuse et les droits de l'Homme. Datant du concile *Vatican II*, la réhabilitation est récente. En matière d'égalité des sexes et de défense de l'intégrité sexuelle des enfants, l'Église n'applique que partiellement et assez mollement les droits humains. La Faculté de théologie n'étant pas la mieux placée pour donner des leçons, il vaudrait mieux laisser à d'autres facultés le soin de donner un tel enseignement.

### **Pour un Centre suisse des droits humains**

La question du fondement des valeurs est cruciale. Par exemple, quelles valeurs opposer à l'esclavagisme ? La question se pose à propos de certains mouvements islamistes radicaux. Attendu que l'Église catholique a, dans un but expansionniste, durablement soutenu l'esclavage et accompagné les esclavagistes, les valeurs chrétiennes sont inopérantes dans ce contexte. Il est nécessaire de faire appel à des valeurs laïques comme les droits humains. Le fondement des valeurs du monde occidental est moins dans le christianisme, comme le prétend la propagande chrétienne, que dans les valeurs héritées du siècle des Lumières et développées depuis lors : droits de l'Homme, démocratie, liberté individuelle, séparation de la sphère étatique des sphères religieuses, etc.

L'État doit investir dans le développement des valeurs fondamentales qui nous permettent de vivre ensemble, en bonne harmonie. Pourquoi ne pas créer un *Centre suisse des droits humains* ? La Suisse pourrait prétendre à jouer un rôle phare dans ce domaine. Pour exercer certaines activités, imam par exemple, l'État devrait exiger une formation complémentaire adéquate.

C'est à tous les degrés scolaires qu'une formation aux droits humains doit être donnée, en insistant sur le fait que toutes les religions et toutes les idéologies sont tenues de s'y soumettre, sans restriction ni faux-fuyant.

*Marcel Déleze*

---

*Lien hypertexte vers la page mère :*

Résister à l'endoctrinement religieux

<https://www.deleze.name/marcel/philo/resistance.html>

Première version : 01.02.2015 - Dernière version : 16.04.2018